

Traité d'Aix-La-Chapelle : l'Allemagne d'abord !

Article rédigé par *Vu du droit*, le 31 janvier 2019

Source [Vu du droit] Tout est lamentable dans l'histoire de la signature de ce traité franco-allemand dit d'Aix-la-Chapelle. Le caractère subreptice de son élaboration, la façon dont il nous a été imposé, la stupide propagande de la presse mainstream s'emparant de quelques commentaires très minoritaires sur la cession de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, pour disqualifier toute critique. L'attitude grotesque et les nouvelles saillies d'un président hors de contrôle lors des cérémonies de signature. Qui éprouve à chaque fois qu'il est hors du territoire national, l'envie irrépressible de cracher sur son pays et ses habitants. Cette fois-ci c'était pour déclarer que les Français qui étaient contre ce texte étaient [complice des crimes nazis](#), rien que ça, ensuite disserter sur la [supériorité de la langue allemande \(!\)](#), et enfin proférer [un bouligi bouliga inepte](#) qui a dû mettre les interprètes au supplice.

Le mieux était de le lire, d'analyser, et de commenter ce texte. Le résultat est consternant, et nombreux sont les critiques accablées comme celles qui relèvent le caractère [contraire à la constitution](#) de beaucoup de ses dispositions

Benoist Bihan, historien et chercheur nous donne ici son avis en soulignant le nouvel abandon de souveraineté et la poursuite d'un alignement servile sur l'Allemagne.

À lire le texte du « traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes » qu'Emmanuel Macron a signé le 22 janvier 2019 dans l'ancienne capitale carolingienne d'Aix-la-Chapelle, on est partagé entre l'indignation et la consternation.

Indignation, parce que le contenu de ce texte, loin d'emmener les deux pays dans la direction d'un avenir plus juste, est la perpétuation de décennies de libéralisme extrême, dont les nations européennes et leurs peuples paient chaque jour le prix. Parce que ce traité, loin de consacrer l'alliance toujours plus étroite de deux nations souveraines, institue leur soumission servile aux États-Unis, à la suzeraineté desquels, au travers de l'Alliance atlantique, les deux gouvernements se soumettent sans ciller. Et pour finir parce que les termes de ce traité sont à sens unique : « la coopération et l'intégration » vont systématiquement dans le sens d'un alignement de la France sur son voisin d'outre-Rhin, sans jamais de contreparties sérieuses.

Et c'est là que s'installe très vite la consternation : comment un gouvernement, comment un président de la République, comment le ministère des Affaires étrangères d'une grande puissance – ou tout au moins d'une aussi respectable diplomatie – peuvent-ils négocier un texte d'une aussi abyssale nullité ? Lire le traité d'Aix-la-Chapelle, c'est en effet découvrir phrase après phrase un texte non seulement creux – sauf lorsqu'il perpétue l'idéologie libérale ou l'atlantisme le plus vil – mais aussi totalement déséquilibré. Car si l'Allemagne, manifestement meilleure négociatrice, obtient de sérieuses concessions, dont la plus spectaculaire est de mettre la diplomatie française au service de l'ambition berlinoise d'accéder à un siège permanent au conseil de sécurité des Nations-Unies (pour, n'en doutons pas, mieux en évincer la France, sans doute via un siège « européen »), la France n'obtient absolument rien de tangible. Nous, Français, ne savons manifestement plus comment on négocie un accord, puisqu'il semble désormais entendu que, pour nos gouvernants, la France doit désormais accepter de renoncer à toute volonté et tout intérêt propre : elle doit accepter l'abolition de sa souveraineté.

On comprend mieux ainsi pourquoi ce texte, négocié en catimini, n'est paru dans la presse qu'à quelques jours de sa signature, et encore sur la base de sa version allemande qu'il a fallu traduire, la version française « officielle » demeurant jusqu'au dernier moment introuvable... Quand la forfaiture le dispute à ce point à

l'imposture, quand on s'apprête à aller non à Canossa mais bien à un Montoire libéral, il vaut sans doute mieux en effet rester discret.

La cerise sur un gâteau déjà fort chargé est sans doute la référence faite en préambule au traité de l'Élysée de 1963, sans doute pour mieux en trahir la lettre comme l'esprit. Ce traité gaullien, en effet, remplissait avec intelligence deux fonctions essentielles. D'une part, pacifier durablement les relations entre la France et l'Allemagne, en posant les bases d'un rapprochement non seulement des deux États, mais des deux peuples. D'autre part, créer les conditions nécessaires à l'émergence d'une véritable souveraineté en Europe, c'est-à-dire la seule possible : celle faite de la rencontre, et non d'une illusoire fusion, des souverainetés nationales de ses peuples. Certes le Bundestag, en imposant une mention à l'OTAN dans le préambule du traité, a porté un coup fatal à ce second volet et rendu l'Allemagne responsable de l'impuissance européenne. Mais même ainsi, le traité de l'Élysée donnait au moins à la politique allemande de la France une ligne directrice claire.

Or Aix-la-Chapelle, par-delà sa médiocrité formelle, est de ce point de vue une double trahison, qui résume bien le danger que représente pour la France – mais aussi pour toute l'Europe – la politique d'Emmanuel Macron, de son gouvernement et de sa majorité.

Trahison du rapprochement franco-allemand, d'abord. Lorsque les deux États affirment qu'ils « approfondissent l'intégration de leurs économies » (art. 20), il ne s'agit en réalité que de « favoriser la convergence entre les deux États et d'améliorer la compétitivité de leurs économies ». On ne sait que trop ce qui se cache derrière ce vocabulaire : l'acceptation par la France du suicidaire « ordo-libéralisme » allemand, mélange malsain de rigidité idéologique et d'idéologie dérégulatrice. Il est faux de prétendre, comme ne manquera pas de le faire le gouvernement, que l'Allemagne acceptera de ce point de vue des concessions. Pour des raisons historiques, intellectuelles, mais aussi et plus prosaïquement parce que Berlin tire avantage de l'état actuel des déséquilibres économiques en Europe, il n'en sera rien.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.vududroit.com/2019/01/traite-daix-chapelle-lallemagne-dabord/>